

Questions orales

LES NOUVEAUX VENUS DANS LA MAIN-D'ŒUVRE ACTIVE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, pourquoi le ministre continue-t-il à nous raconter de tels bobards? Ne sait-il pas que d'août 1983 à février 1984 il y a eu 576,000 nouveaux venus dans la main-d'œuvre active aux États-Unis en comparaison de 61,000 au Canada? Avant la récession, le taux de chômage aux États-Unis était le même que le nôtre, soit 7.5 p. 100, mais le taux au Canada dépasse maintenant de 3.5 p. 100 le taux aux États-Unis. Quand le ministre reconnaîtra-t-il que le gouvernement des États-Unis se tire beaucoup mieux d'affaires que nous et quand l'imitera-t-il en appliquant certaines de ses politiques pour aider les chômeurs du Canada au lieu d'invoquer des arguments spécieux et de mal interpréter les faits à la Chambre?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, les belles paroles du député ne peuvent rien changer aux faits. Bien entendu, il y a plus de nouveaux venus sur le marché du travail aux États-Unis qu'au Canada parce que ce pays compte dix fois plus d'habitants que le Canada. J'ai déjà dit qu'il fallait comparer les pourcentages. Le fait est que, toutes proportions gardées, le nombre de nouveaux venus dans les rangs de la main d'œuvre active au Canada a augmenté de 40 p. 100 de plus qu'aux États-Unis. J'invite le député à vérifier les faits et les chiffres. Il pourra ensuite laisser tomber ses propos en l'air. Je ne pense cependant pas qu'il le fasse parce qu'il s'intéresse davantage aux beaux discours qu'aux faits.

• (1420)

M. Crosbie: Selon les chiffres officiels, il y a 1,476,000 Canadiens sans travail. Ils ne s'intéressent pas aux beaux discours du ministre ou à ses efforts pour expliquer l'inexplicable. Ils veulent des emplois et le ministre ne fait rien pour les aider.

ON DEMANDE DES MESURES POUR RÉDUIRE LE CHÔMAGE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, quand le premier ministre est arrivé au pouvoir en 1968, il y avait 360,000 chômeurs et il y en a quatre fois plus maintenant. Ce n'est pas là des propos en l'air; c'est un fait. Quand le ministre et le premier ministre s'intéresseront-ils à notre économie et mettront-ils au point de nouvelles politiques ou de nouvelles méthodes pour réduire le nombre des chômeurs, qui sont maintenant 1,476,000? Ce ne sont pas des propos en l'air. Il y a 1,476,000 chômeurs et vous ne faites rien pour les aider.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai justement l'intention de parler de la question qu'a soulevée le député dans un discours que je prononcerai mercredi prochain. Je l'invite à lire ce discours. Il verra ce qui est vraiment arrivé à l'économie depuis 1968. Il verra notamment que nous avons créé environ trois millions d'emplois depuis 1968. Il s'agit d'emplois que nous avons créés au Canada et qui n'existaient pas avant 1968. Ces emplois ont été créés dans l'économie canadienne. Pendant cette période, nous avons connu des taux de croissance plus élevés que la plupart des autres pays industrialisés. Si le député veut prendre la peine de lire mon discours, il constatera que, depuis 1968, l'économie du Canada s'est mieux portée que celle de la plupart des autres pays industrialisés.

LES TAUX DE CHÔMAGE AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, qui a prétendu que nous dissimulions la vérité derrière de belles paroles. Quant à lui, il débite des paroles creuses pour présenter les faits sous un faux jour. Il persiste à dire que le nombre de travailleurs qui débouchent sur le marché du travail est plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. Les statistiques révèlent que depuis six mois, le taux est exactement le même pour les deux pays, à savoir. 5 p. 100.

Pourquoi le ministre déforme-t-il la vérité de façon aussi flagrante en cherchant à expliquer pourquoi, aux États-Unis, le chômage a régressé de façon sensible, soit de près de 18 p. 100 au cours des six derniers mois, par rapport à une baisse minime de 2.6 p. 100 au Canada?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je dois rappeler à mon honorable collègue que le taux de croissance de l'économie canadienne, en 1983, se comparait très favorablement avec le taux de croissance de l'économie américaine. Durant les deux premiers mois de cette année, et même les trois premiers, il semblerait que l'économie américaine ait connu un taux de croissance très élevé; on parle d'environ 7.2 p. 100 de croissance réelle. Je ne suis pas en mesure de savoir, au moment où je parle, quel était le taux de croissance au Canada; Statistique Canada nous rendra ces chiffres publics éventuellement. Nous pourrions faire des comparaisons à ce moment-là. Mais encore une fois, ce que j'ai dit quant au taux de croissance de la main-d'œuvre en 1983 est conforme à la réalité. La main-d'œuvre canadienne a crû proportionnellement parlant de 40 p. 100 plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis et ce, en 1983.

Mon honorable collègue décide de choisir les six derniers mois. Je me suis référé à l'expérience de 1983, et qu'elle vérifie elle-même les chiffres à cet égard.

[Traduction]

Mlle Carney: Monsieur le Président, il est bon de signaler publiquement que le ministre des Finances n'a pas répondu à ma question.

LE SALAIRE HEBDOMADAIRE MOYEN

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Monsieur le Président, je voudrais revenir sur une deuxième erreur, une autre omission imputables dernièrement au ministre. La semaine dernière, il a déclaré qu'il était d'accord avec la position adoptée par le gouverneur de la Banque du Canada, M. Gerald Bouey, selon lequel les Canadiens sont en partie responsables des taux d'intérêt élevés parce que, dans notre pays, les règlements salariaux sont supérieurs à ceux des États-Unis. Au cours des neuf premiers mois de l'année financière, selon les données publiées par Statistique Canada, le salaire hebdomadaire moyen, sauf en agriculture, a augmenté de 3.2 p. 100 au Canada. Ce taux est bien inférieur à celui de 5.1 p. 100 enregistré aux États-Unis au cours de la même période. Comme les faits contredisent la déclaration du ministre, pourquoi tient-il injustement les Canadiens responsables de sa propre politique de taux d'intérêt élevés?